

Accessibilité (art.9), a des implications transversales et touche tous les ministres

Les recommandations du Comité	Les actions des ministres
<p><u>Recommandation 22 :</u></p> <p>Le Comité recommande à l'État partie d'adopter un cadre juridique avec des objectifs précis et obligatoires en matière d'accessibilité, tel que bâtiments, routes et transports, services et accessibilité numérique. Ce cadre juridique devrait également assurer le suivi de l'accessibilité et un calendrier concret pour ce suivi, et évaluer les modifications progressives apportées à ces infrastructures. Des sanctions dissuasives doivent être intégrées dans le cadre juridique en cas de non-respect de ces dispositions. Le Comité prie instamment l'État partie que les autorités publiques qui fournissent les certificats de construction reçoivent une formation sur l'accessibilité et la conception universelle. A ce sujet, le Comité recommande à l'État partie d'élaborer une stratégie cohérente en matière d'accessibilité avec un plan national et des objectifs chiffrés clairs à courte, moyenne et à longue échéance. Il recommande de promouvoir tous les aspects de l'accessibilité, conformément à la Convention et à la lumière du Commentaire Général No. 2, incluant l'accessibilité à la langue des signes, couvrant tout le pays en matière de langue des signes, sur un pied d'égalité avec les autres citoyens dans les différentes langues officielles et différentes formes de communication, quel que soit leur</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. <u>Fédéral</u> <ul style="list-style-type: none"> ○ Johan Van Overtveldt Willy Borsus et Kris Peters : renvoient à la Secrétaire d'Etat : « pas de mes compétences » ○ Willy Borsus : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Etude montre les problèmes d'accessibilité des CPAS 2. <u>Vlaamse regering</u> <ul style="list-style-type: none"> ○ Hilde Crevits : la législation sur l'accessibilité des bâtiments est d'application pour les locaux d'enseignement¹ 3. <u>Bruxelles-COCOF</u> <ul style="list-style-type: none"> ○ Céline Fremault : liste d'actions développées pour l'accessibilité des logements, des événements culturels, du site web de Phare. Pointe les actions de sensibilisation « Libercity » (visite de Bruxelles) et la sensibilisation des 18-25, futurs acteurs de la ville ○ Cécile Jodogne : des dispositifs spécifiques pour l'accessibilité des bâtiments sont présents 4. <u>Région Bruxelles-Capitale</u> <ul style="list-style-type: none"> ○ Bianca Debaets : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Monitoring de l'accessibilité des sites Internet + recommandations à venir ▪ Audit de l'accessibilité des bâtiments + recommandations à venir

¹ *Gewestelijke stedenbouwkundige verordening toegankelijkheid - 1/3/2010*

lieu de résidence dans le pays en termes d'accès aux services publics, avec une attention toute particulière aux procédures relatives à l'application de la loi et de la justice.

- Contrat de gestion STIB : mission « infrastructure + accessible
- Subsidies à des associations pour rendre leurs activités accessibles

5. Communauté germanophone

- Révision prévue de l'arrêté du 12/07/2007 sur les normes des infrastructures subsidiées